



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Communes

De TOUL et VILLEY SAINT ETIENNE

Plan de Prévention des Risques Technologiques BRENNTAG LORRAINE

Note de présentation

PPRT approuvé par arrêté préfectoral en
date du 21/12/2011

I - INTRODUCTION	3
A) <i>La prévention du risque technologique pour les établissements AS (SEVESO Seuil haut) 3</i>	
B) <i>L'élaboration du PPRT pour l'établissement BRENNTAG LORRAINE</i>	4
II - CONTEXTE TERRITORIAL	4
A) <i>Présentation du site industriel et de la nature des risques.....</i>	4
B) <i>Détermination des risques générés par les installations de BRENNTAG LORRAINE à TOUL.....</i>	6
C) <i>Conditions actuelles de la prévention des risques.....</i>	13
D) <i>Contexte géographique communal ou intercommunal.....</i>	14
E) <i>Etat actuel de gestion du risque technologique sur le territoire.....</i>	14
III - LA JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT	15
A) <i>Raisons de la prescription du PPRT.....</i>	15
B) <i>Les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT</i>	15
C) <i>Délimitation du périmètre d'étude.....</i>	16
IV - LES ETUDES TECHNIQUES	16
A) <i>Mode de qualification de l'alea</i>	16
B) <i>Description des enjeux.....</i>	22
C) <i>Superposition des aléas et des enjeux-investigations complémentaires.....</i>	26
V - LES MODES DE PARTICIPATION DU PPRT.....	29
A) <i>Procédure d'élaboration</i>	29
B) <i>Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT</i>	29
C) <i>Les modalités de la concertation</i>	30
VI - PHASE DE STRATEGIE DU PPRT	30
A) <i>Les orientations du guide méthodologique</i>	30
B) <i>Orientations proposées – les choix stratégiques</i>	32
VII - BILAN DES CONSULTATIONS	34
A) <i>Bilan de la concertation.....</i>	34
B) <i>Avis des personnes et organismes associés.....</i>	34
C) <i>Enquête publique</i>	35
VIII - ELABORATION DU PPRT DE BRENNTAG LORRAINE	37
A) <i>Plan de zonage</i>	37
B) <i>Règlement.....</i>	38
ANNEXES :	41

I - INTRODUCTION

A) La prévention du risque technologique pour les établissements AS (SEVESO Seuil haut)

La France compte environ 500 000 établissements relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Ce classement est fonction de l'activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais, ...) stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de danger, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.

Les installations qui présentent les dangers les plus forts sont soumises au régime d'Autorisation avec Servitudes (AS) et relèvent de la directive dite SEVESO II. Elles sont donc appelées établissements AS, SEVESO seuil haut.

La politique de prévention des risques technologiques se décline, pour ces installations, selon quatre volets :

1. Maîtrise des risques à la source

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une étude de dangers et en assurer dans le temps l'effectivité à travers un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source ; la sécurité s'exerçant d'abord au sein des entreprises.

Des prescriptions complémentaires de maîtrise des risques sont ainsi régulièrement imposées aux exploitants afin de réduire les risques à un niveau aussi bas que possible compte tenu des dernières connaissances et des meilleures technologies disponibles.

2. Maîtrise de l'urbanisation

Ce volet relatif à la maîtrise de l'urbanisation permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : Plan Local d'Urbanisme (PLU), Projet d'Intérêt Général (PIG), Servitudes d'Utilité Publique (SUP). Cependant ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations AS, SEVESO seuil haut, ces PPRT ont pour but non seulement de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé par le délaissement et l'expropriation de biens existants. Les PPRT ont pour objectif de protéger les personnes et non les biens.

3. Plan d'urgence

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans d'urgence pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Interne du ressort de l'exploitant : POI ; Plan Particulier d'Intervention du ressort des pouvoirs publics : PPI).

4. Information et concertation du public

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs. Les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC), créés par la Loi « Risques » du 30 juillet 2003, constituent des lieux de débat et d'échange privilégiés sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également riverains et salariés).

Parallèlement, préfets et maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

L'exploitant doit également informer les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est exposé en cas d'accident majeur.

B) L'élaboration du PPRT pour l'établissement BRENNTAG LORRAINE

Etablissement soumis à autorisation avec servitudes (SEVESO seuil haut), le site BRENNTAG LORRAINE à TOUL est soumis à l'ensemble des obligations ci-dessus et doit donc faire l'objet d'un PPRT.

Cette note de présentation a pour objectif de présenter la démarche d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de BRENNTAG LORRAINE à TOUL et le contenu de ce plan. Elle accompagne le plan de zonage réglementaire, le règlement et les recommandations qui sont joints à ce document.

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques technologiques et dont l'objectif principal est d'agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de protéger, si possible, les personnes des risques technologiques résiduels (après réduction du risque à la source) et de limiter la population exposée ainsi que sa vulnérabilité.

Le PPRT n'a pas vocation à assurer l'intégrité totale des bâtiments face aux aléas technologiques, mais uniquement à protéger les personnes qui s'y trouvent.

II - CONTEXTE TERRITORIAL

A) Présentation du site industriel et de la nature des risques

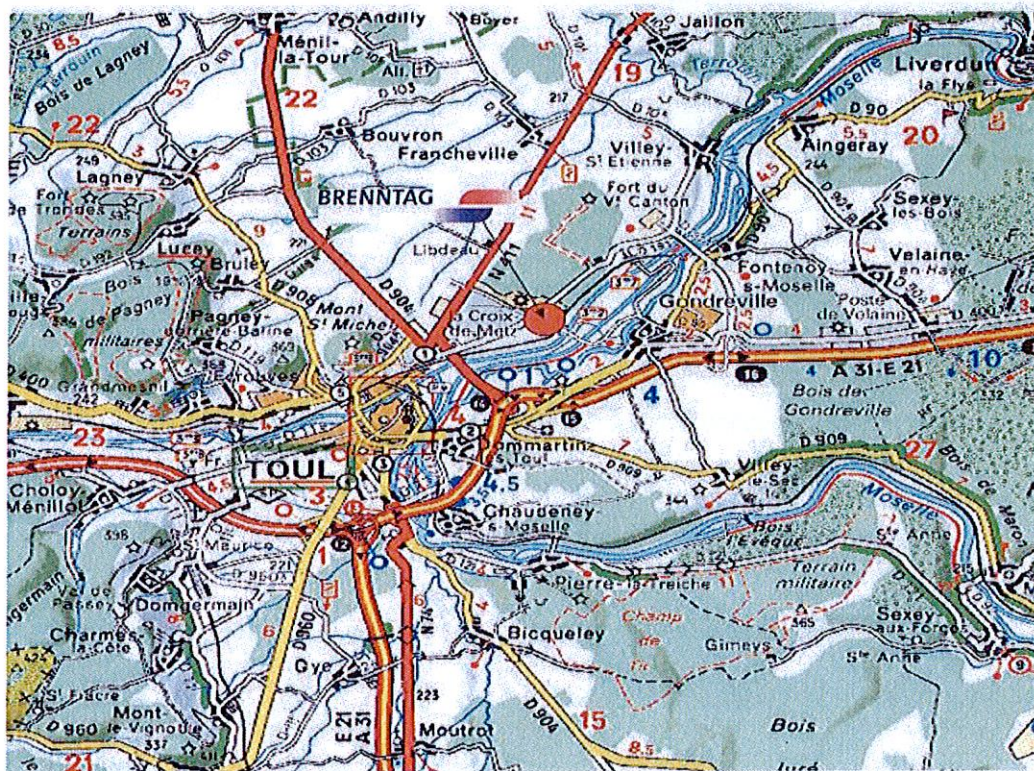
La société BRENNTAG LORRAINE exploite un dépôt de produits chimiques sur le territoire de la commune de TOUL, dans la zone industrielle de la Croix de Metz.

BRENNTAG LORRAINE exerce l'activité de distribution de produits chimiques industriels, procède ainsi à la réception, au stockage, au conditionnement et au transport des produits à la destination de ses clients.

En raison de la diversité des substances et préparations présentes sur le site, les activités sont exercées en tenant compte des dangers associés à ces produits. Les différents secteurs sont représentés sur le plan figurant en annexe 1.

1. Situation géographique

L'installation est implantée sur le territoire de la commune de TOUL sur un terrain d'une superficie d'environ 2,24 hectares dans la zone industrielle de la Croix de Metz, à environ 3 km au Nord/Nord Est du centre de la commune de TOUL.



Implantation du site BRENNTAG LORRAINE

2. Situation administrative de BRENNTAG LORRAINE à TOUL

Le dépôt de produits chimiques exploité par BRENNTAG LORRAINE à TOUL est soumis à autorisation avec servitudes (AS) au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Cette installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-205 du 11 octobre 1991 modifié.

Plus précisément, les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Activités	Capacité	Classement
1111-1b	Stockage de produits très toxiques solides	5,25 tonnes	A
1111-2b	Stockage de produits très toxiques liquides	14 tonnes	A
1131-1c	Stockage de produits toxiques solides	40 tonnes	A
1131-2b	Stockage de produits toxiques liquides	34,5 tonnes	A
1138-2	Emploi ou stockage de chlore en récipient de capacité unitaire inférieur à 60 kg	2 tonnes	A
1150-1b	Substances toxiques particulières	510 kg	A
1172	Stockage de matières dangereuses pour l'environnement : très toxiques pour les organismes aquatiques	50 tonnes	D
1200-2b	Stockage de produits comburants	80 tonnes	A
1212-5a	Stockage de peroxydes organiques	1,5 tonne	D
1432-2a	Stockage de liquides inflammables de diverses catégories	707 m ³	A

Rubriques	Activités	Capacité	Classement
1433-Ab	Emploi de liquides inflammables – Installations de simple mélange à froid	15 m ³	D
1434-A	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	> 20 m ³ /h	A
1450-2a	Solides facilement inflammables	30 tonnes	A
1510-3	Entrepôts couverts	< 50 000 m ³	D
1523-C1.b	Stockage de soufre pulvérulent	0,5 tonne	D
1611-1	Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70%, picrique à moins de 70%, phosphorique, sulfurique à plus de 25%, oxydes d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparations à base d'acide acétique et d'anhydride acétique	350 tonnes	A
1630-2	Stockage de lessive de soude ou potasse	160 tonnes	D
2718.1	Station de transit de déchets	30 tonnes	A

AS : autorisation avec servitudes – **A** : autorisation – **D** : déclaration

Conformément à l'article L. 515-15 du Code de l'Environnement, le site de BRENNTAG LORRAINE à TOUL qui est classé AS (SEVESO « seuil haut ») par la règle de cumul, doit faire l'objet d'un PPRT.

3. Contexte réglementaire

La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques a renforcé la politique de maîtrise des risques industriels sur le territoire national. Concernant les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation avec servitudes, elle prévoit notamment que :

- les études de dangers décrivent désormais la probabilité, la cinétique, l'intensité et la gravité de tous les accidents potentiels ;
- des Comité Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) soient mis en place pour favoriser l'émergence d'une culture du risque technologique partagée par tous les acteurs de la société civile ;
- la maîtrise de l'urbanisme autour de ces sites soit renforcée par l'instauration de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), comme indiqué précédemment.

B) Détermination des risques générés par les installations de BRENNTAG LORRAINE à TOUL

1. Etude de danger

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie définie nationalement, elle doit permettre :

- de dresser un état des lieux des phénomènes dangereux et accidents majeurs représentatifs des risques susceptibles de survenir sur le site.
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation et d'établir si possible un programme de réduction des risques à la source.
- de permettre l'élaboration de plans d'urgence (Plan d'Organisation Interne pour l'exploitant et Plan Particulier d'Intervention pour l'Etat) en cas de situation accidentelle.
- de maîtriser l'urbanisme autour du site.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présentée par l'établissement se fait au moyen de l'analyse du risque, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarii d'accidents qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels.

Aucun scénario d'accidents ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site doivent être caractérisés en probabilité, cinétique, intensité, gravité.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations ou, a minima, pour les établissements AS, tous les 5 ans en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une approche dynamique de la gestion du risque.

La dernière étude de dangers du site et sa tierce-expertise datant de 2002 ne répondait pas pleinement aux exigences de la loi du 30 juillet 2003 et de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, notamment en ce qui concerne les éléments nécessaires à l'engagement de la démarche MMR.

Une révision de l'étude de dangers a alors été demandée notamment par arrêté préfectoral du 17 mars 2006. Cet arrêté imposait la fourniture par l'exploitant d'une nouvelle étude de dangers de manière à intégrer les modifications de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, mais également la prise en compte des dispositions réglementaires introduites par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 concernant l'évaluation de la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels. L'exploitant a remis l'étude de dangers le 13 janvier 2007. D'autres compléments ont été fournis à plusieurs reprises suite aux demandes de l'inspection des installations classées essentiellement en juin et octobre 2008 et en juin 2010.

De manière plus détaillée, l'action de l'inspection des installations classées a amené l'exploitant à fournir différents compléments à l'étude de dangers détaillés dans le tableau ci-dessous.

Demande ou prescription de l'administration	Date de réponse de l'exploitant	Contenu de la réponse de l'exploitant
/	18 février 2002	- Etude de dangers suite au classement AS du site.
Tierce-expertise de l'étude de dangers initiale	24 mai 2002	- Tierce-expertise par le LECES de l'étude de dangers initiale.
AP du 17 mars 2006	13 janvier 2007	- Prise en compte de l'arrêté ministériel P, C, I, G du 29 septembre 2005.
Courrier du 13 août 2007	décembre 2007	- Analyse de risques. - Probabilité et modélisation des phénomènes dangereux. - Mesures de sécurité.
Courrier du 26 mars 2008	Juin 2008	- Exhaustivité des scénarios.
AP du 1 ^{er} août 2008	23 octobre 2008	- Modélisation d'un incendie sur un camion de chlore.
	Juillet 2009	- Nouvelle modélisation du phénomène dangereux relatif au mélange incompatible de produits.

Courrier du 20 octobre 2009	11 juin 2010	- Tierce-expertise relative au choix du modèle utilisé pour la détermination des effets toxiques d'un mélange incompatible de produits.
-----------------------------	--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Tous les phénomènes dangereux représentatifs des risques susceptibles de survenir sur le site de BRENNTAG LORRAINE à TOUL ont été caractérisés en probabilité, cinétique, intensité et gravité conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, et de l'intensité et de la gravité des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'instruction de l'étude de dangers et de ses compléments a été close par arrêté préfectoral du 15 octobre 2010.

Les effets susceptibles d'être générés, à l'extérieur de l'établissement, en cas d'accident majeur sur le site BRENNTAG LORRAINE à TOUL sont de plusieurs natures : surpression, toxique, thermique.

Surpression

Les effets de surpression, résultant d'une explosion, peuvent provoquer des lésions aux tympans, aux poumons, la projection de personnes à terre ou sur un obstacle, l'effondrement des structures sur les personnes, des blessures indirectes, L'effet de projection (impact de projectile) est une conséquence directe de l'effet de surpression.

Effets sur les personnes	Valeurs de référence suivant l'arrêté ministériel du 29/09/05
Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme	20 hPa
Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (SEI)	50 hPa
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine (SEL)	140 hPa
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine (SELS)	200 hPa

Toxique

L'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation précise la délimitation des différentes « zones de dangers pour la vie humaine » mentionnées à l'article L.515-16 du Code de l'Environnement correspondant aux seuils d'effets de référence suivants :

- les seuils des effets irréversibles (SEI) délimitent la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux (SEL) correspondant à une CL 1% (concentration létale) délimitent la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux significatifs (SELS) correspondant à une CL 5% délimitent la « zone des dangers très graves pour la vie humaine ».

Le rapport intitulé : « Seuils de toxicité aiguës – Chlore (Cl₂) », édité en janvier 2000 par l'INERIS pour le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et le Ministère de

la Santé, de la Famille et des Personnes Handicapées mentionne les seuils envisagés pour l'exposition humaine.

Effets sur les personnes	Concentrations (NH ₃)	
	mg/m ³	ppm
Seuil des effets létaux significatif (SELS)	-	-
Seuil des effets létaux (SEL)	464	160
Seuil des effets irréversibles (SEI)	72,5	25

Les concentrations mentionnées ci-dessus ont été établies sur la base d'une durée d'exposition de 30 minutes. Aucune donnée n'est cependant disponible dans la littérature pour les seuils des effets létaux significatifs (SELS).

Thermique

Effets sur les personnes	Valeurs de référence suivant l'arrêté ministériel du 29/09/05
Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (SEI)	3 kW/m ² ou 600 [(kW/m ²) ^{4/3}].s
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine (SEL)	5 kW/m ² ou 1000 [(kW/m ²) ^{4/3}].s
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine (SELS)	8 kW/m ² ou 1800 [(kW/m ²) ^{4/3}].s

Cinétique

La cinétique peut être soit lente soit rapide en fonction d'une part du scénario, du phénomène dangereux redouté et d'autre part de la mise en œuvre des moyens de prévention et de protection associés à cet accident.

La cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes potentiellement exposées à l'extérieur des installations, avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

Il a été considéré pour le site de Toul que l'ensemble des accidents potentiels présentait une cinétique rapide.

2. Effets liés aux potentiels de danger présents dans les installations de BRENNTAG LORRAINE à TOUL

Sur le site exploité par BRENNTAG LORRAINE à TOUL, d'après l'étude de dangers complétée, l'exploitant a identifié des phénomènes dangereux produisant les types d'effets suivants:

- des effets thermiques dus à des incendies de liquides inflammables dans les cuvettes de rétention,
- des effets de surpression dus à des explosions de réservoirs ou de citernes de camions,
- des effets toxiques en cas de mélange incompatible de produits

Ainsi les conséquences des phénomènes dangereux sont résumées dans le tableau ci-après :

N° PhD	Scénario accidentel	Probabilité	Type d'effet	Distances maximales auxquelles les effets suivants pourraient être observés				Cinétique
				Très graves	Graves	Irréversibles	Bris de vitre	
1	Incendie d'une cuvette de rétention cuves solvants inflammables	C	Thermique	12	17	24,5		Rapide
2	Incendie de la cuvette de rétention entière cuves solvants inflammables	E	Thermique	27,5	38	51		Rapide
3	incendie flaque solvants inflammables	E	Thermique	14	21	30		Rapide
4	Incendie conditionnés solvants inflammables	D	Thermique	23	34	48		Rapide
5	explosion cuve de stockage 30 m3	E	surpression	7	9,5	20,5	41	Rapide
6	explosion camion 30 m3	E	surpression	7	9,5	20,5	41	Rapide
7	Dispersion HCL	D	toxique	14	18	72		Rapide
8	Mélange involontaire (résiduel 60s)	D	toxique	50	55	280		Rapide
9	Pressurisation 30m3	D	Thermique	82	82	115		Rapide
10	Pressurisation 15m3	D	Thermique	65	65	91		Rapide
11	Fuite de chlore au robinet d'une bouteille de 50 kg	E	toxique	0	65	290		rapide
12	Libération de chlore suite à incendie camion de livraison	E	toxique	0	0	947		rapide
13	Dégagement de chlore suite à mélange de javel et d'acide chlorhydrique (30 mn)	E	toxique	265	290	1310		rapide

ZELS : zone des effets létaux significatifs (ou zone des dangers très graves pour la vie humaine)

ZEL : zone des effets létaux (ou zone des dangers graves pour la vie humaine)

ZEI : zone des effets irréversibles

BV : zone de bris de vitres correspondant à une surpression de 20 mbar.

3. Démarche de mesures de maîtrise des risques (MMR)

L'exploitant doit par ailleurs démontrer dans son étude de dangers que l'ensemble des mesures de prévention prises rend le niveau de risque sur son site aussi bas que possible à un coût économiquement acceptable, compte tenu des connaissances actuelles. Cette démarche est nommée « **Mesures de Maîtrise des Risques – MMR** ».

Cette démarche a conclu à la pertinence de la mise en œuvre des mesures listées ci-après :

- Mise en place d'un système de temporisation (environ une minute) arrêtant le dépotage du camion. Le dépotage ne pourra avoir lieu que si l'opérateur actionne un bouton poussoir à intervalles réguliers (une minute) après constat de non réaction chimique entre les produits, sachant que cette réaction est instantanée et très odorante.
- Mise en place d'une seconde MMR technique : mesure du pH ou de la pression à laquelle sera asservie la fermeture automatique de la vanne d'alimentation des cuves.

Ces mesures de maîtrise des risques complètent ainsi les dispositifs actuellement présents sur le site comme la présence sur chaque cuve de vanne dont l'ouverture n'est possible qu'avec une seule clef attribuée par le laboratoire du site après analyse du produit arrivant par camion. De plus un cadenas ferme en permanence la cuve d'eau de javel.

4. Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT

Malgré les mesures de maîtrise des risques à la source évoquées au paragraphe précédent, les phénomènes dangereux subsistant sur le site de BRENNTAG LORRAINE sont résumés dans le tableau figurant à la page suivante :

Les phénomènes dangereux n'ayant pas été retenus pour l'élaboration du PPRT sont détaillés dans la partie "II.B les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT".

N° PhD	Scénario accidentel	Probabilité	Type d'effet	Distances maximales auxquelles les effets suivants pourraient être observés				
				Très graves	Graves	Irréversibles	Bris de vitre	Cinétique
1	Incendie d'une cuvette de rétention cuves solvants inflammables	C	Thermique	12	17	24,5		Rapide
2	Incendie de la cuvette de rétention entière cuves solvants inflammables	E	Thermique	27,5	38	51		Rapide
3	incendie flaque solvants inflammables	E	Thermique	14	21	30		Rapide
4	Incendie conditionnés solvants inflammables	D	Thermique	23	34	48		Rapide
5	explosion cuve de stockage 30 m3	E	surpression	7	9,5	20,5	41	Rapide
6	explosion camion 30 m3	E	surpression	7	9,5	20,5	41	Rapide
7	Dispersion HCL	D	toxique	14	18	72		Rapide
8	Mélange involontaire (résiduel 60s)	D	toxique	50	55	280		Rapide
9	Pressurisation 30m3	D	Thermique	82	82	115		Rapide
10	Pressurisation 15m3	D	Thermique	65	65	91		Rapide

ZELS : zone des effets létaux significatifs (ou zone des dangers très graves pour la vie humaine)

ZEL : zone des effets létaux (ou zone des dangers graves pour la vie humaine)

ZEI : zone des effets irréversibles

BV : zone de bris de vitres correspondant à une surpression de 20 mbar.

TABLEAU I.A.7

C) Conditions actuelles de la prévention des risques

1. Maîtrise du risque à la source

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une **étude de dangers** et en assurer dans le temps l'effectivité à travers un Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source, **la sécurité s'exerçant d'abord au sein des entreprises.**

Des prescriptions complémentaires de maîtrise des risques sont ainsi régulièrement imposées aux exploitants afin de réduire les risques à un niveau aussi bas que possible compte-tenu des dernières connaissances et des meilleures technologies disponibles. Concernant BRENNTAG LORRAINE, ce sujet est traité au paragraphe "II.B.3 Démarche de mesures de maîtrise des risques (MMR)".

2. Maîtrise de l'urbanisation

Elle permet de **limiter le nombre de personnes exposées** en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : les documents d'urbanisme (Carte Communale, POS, PLU), le Projet d'Intérêt Général (PIG), les Servitudes d'Utilité Publique (SUP)... Cependant, ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

C'est pourquoi, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations soumises à autorisation avec servitudes (AS), ces PPRT ont pour but non seulement de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également résorber les situations difficiles héritées du passé en entraînant si besoin des mesures foncières sur le bâti existant sous forme d'expropriation ou de délaissement.

3. Plans d'urgence

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans d'urgence pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Internet du ressort de l'exploitant : **POI** ; Plan Particulier d'Intervention du ressort des pouvoirs publics : **PPI**)

BRENNTAG LORRAINE dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI), opérationnel datant du 31 août 2008 et régulièrement testé. Il est mis à jour annuellement. Ce dernier doit permettre à l'exploitant de gérer les situations pour lesquelles les effets liés à certains phénomènes dangereux ne sortent pas des limites de l'établissement.

Pour les situations présentant un risque pour les personnes situées à l'extérieur de l'emprise foncière de l'établissement, un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré par la préfecture en juillet 2003. Il est actuellement en cours de révision.

4. Information et concertation du public

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs. **Les Comités locaux d'Information et de Concertation (CLIC)**, Créés par la loi "Risques" du 30 juillet 2003, constituent un lieu de débat et d'échange privilégiés sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics, riverains et salariés).

Le CLIC autour de BRENNTAG LORRAINE a été mis en place par arrêté préfectoral du 18 mai 2005 se trouvant en annexe 4, mis à jour par celui du 8 juillet 2008 et par celui du 5 août 2011 portant modification et renouvellement de sa composition.

L'information préventive des populations sur les risques majeurs est tout d'abord réalisée par l'élaboration de différents documents dont notamment le Dossier Départemental des Risques Majeurs de Meurthe-et-Moselle, élaboré en 2005, en cours de révision et destiné à sensibiliser les responsables et les acteurs des risques majeurs. Il fait état du risque industriel sur la commune de TOUL.

BRENNTAG LORRAINE a également informé les populations riveraines par la publication d'une **plaquette d'information** sur les risques présentés par ses installations et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit dans les communes couvertes par un PPR, **l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires** des biens par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est exposé en cas d'accident majeur. Cette obligation a été instituée sur la commune de TOUL par arrêté préfectoral du 17 février 2006 et son annexe n°128 du 7 avril 2009.

D) Contexte géographique communal ou intercommunal

Le périmètre d'étude du PPRT, défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'exploitant (Cf. Tableau I.A.7) et retenus pour l'élaboration du PPRT, s'étend sur la commune de TOUL et au nord sur une petite partie de la commune de VILLEY-SAINT-ETIENNE.

Le périmètre d'étude couvre une superficie de 25,97 hectares.

Le risque potentiel qu'engendre cette activité concerne la commune de TOUL située à 23 km de l'Ouest de NANCY. TOUL a une superficie de 3059 hectares et une population de 16 082 habitants (source INSEE 2008). Elle fait partie de la Communauté de Communes du Toullois.

Le risque potentiel qu'engendre cette activité concerne également une petite partie de la commune de VILLEY-SAINT-ETIENNE qui a une superficie de 1730 hectares dont 500 en forêts et une population de 1088 habitants (source INSEE 2008).

E) Etat actuel de gestion du risque technologique sur le territoire

Les zones comprises dans le périmètre d'étude du PPRT ont fait l'objet du porter à connaissance du 8 août 2004 (définition de deux périmètres Z1 et Z2 respectivement de 95 m et 290 m au titre de la maîtrise de l'urbanisation) qui a permis de prendre en compte le risque lié à BRENNTAG LORRAINE dans le PLU, Plan Local d'Urbanisme, de la commune de TOUL opposable depuis décembre 2007.

La zone suivante du PLU de TOUL est concernée par le risque technologique :

zone UY : zone urbaine réservée aux activités économiques comprise dans le rayon Z1 et Z2, qui a été reporté sur la carte des enjeux (paragraphe III.B).

En application de la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour les PPRT, le périmètre définitif d'étude du PPRT BRENNTAG LORRAINE a été joint à l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT BRENNTAG LORRAINE du 18 mars 2009 modifié intégrant une petite partie du territoire de la commune de VILLEY-SAINT-ETIENNE dans ce périmètre.

La commune de VILLEY-SAINT-ETIENNE est actuellement dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) qui a été révisé en octobre 2001, qui est aussi reporté sur la carte des enjeux (paragraphe III.B).

La zone suivante du PLU de VILLEY-SAINT-ETIENNE est concernée par le risque technologique :

zone 1NAx : zone non équipée destinée à l'accueil d'activités économiques.

Une petite partie du bois communal de VILLEY-SAINT-ETIENNE est également concernée par le risque technologique.

L'ensemble des dispositions applicables à la zone UY, concernée pour partie pour un risque technologique, du règlement du PLU de TOUL se trouve en annexe 5 ainsi que les dispositions applicables à la zone 1NAx, concernée pour partie par un risque technologique, du règlement du POS de VILLEY-SAINT-ETIENNE.

III - LA JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT

A) Raisons de la prescription du PPRT

Comme déjà évoqué précédemment, conformément à l'article L. 515-15 et R. 515-39 du Code de l'Environnement, l'Etat doit élaborer et mettre en œuvre un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes, susceptible d'engendrer des phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur des limites du site, ce qui est le cas de BRENNTAG LORRAINE.

Le PPRT, de par les mesures qu'il prescrit, tant sur les bâtiments existants que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol, pouvant être touchées par les effets des phénomènes dangereux susceptibles de survenir chez BRENNTAG LORRAINE à TOUL, sont compatibles avec le niveau d'aléa en s'appuyant au minimum sur les préconisations du guide méthodologique pour l'élaboration des PPRT établi par le MEEDDM.

Le PPRT, une fois approuvé, vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des Maires des communes situées dans le périmètre du PPRT en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme et est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code. En l'absence d'un PLU, le PPRT s'applique seul, sous réserve d'avoir fait l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R. 515-39 à R. 515-50 du Code de l'Environnement, relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour le site de BRENNTAG LORRAINE a été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription du 18 mars 2009 modifié (annexe 1) sur proposition de l'inspection des installations classées dans son rapport du 28 janvier 2009 et après réunion du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) du 13 novembre 2008. L'arrêté préfectoral précité a été modifié en date du 1^{er} décembre 2010 afin d'intégrer dans le périmètre du PPRT la commune de VILLERS SAINT ETIENNE.

B) Les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT

L'analyse des risques menée par l'exploitant a fait apparaître des accidents majeurs pouvant se produire au niveau du stockage de chlore en bouteilles du site avec, notamment lors de la manipulation de celles-ci, deux accidents particuliers :

- Fuite de chlore suite à une rupture guillotine du robinet d'une bouteille ;
- Dispersion de chlore suite à l'incendie d'un camion de livraison de bouteilles de chlore.

Des explications plus complètes sur les exclusions de ces phénomènes dangereux de l'élaboration du PPRT sont fournies en annexe 3.

C) Délimitation du périmètre d'étude

Le périmètre d'étude a été défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers (voir le tableau paragraphe I.B.4) et retenus pour l'élaboration du PPRT.

Ce périmètre correspond à la courbe enveloppe du phénomène dangereux n°8 relatif au mélange involontaire de produits incompatibles (acide chlorhydrique/eau de javel) L'exploitant ayant proposé, ultérieurement à la prescription du PPRT, des mesures de réduction du risque à la source, la durée de ce phénomène dangereux a pu alors être réduite, de ce fait les distances d'effets associées sont légèrement inférieures. Ainsi, le périmètre du PPRT est réduit par rapport au périmètre ayant servi à sa prescription.

IV - LES ETUDES TECHNIQUES

A) Mode de qualification de l'alea

La détermination des aléas technologiques retenus pour la maîtrise de l'urbanisation, sur la base de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, résulte de l'analyse de ce document par l'inspection des installations classées de la DREAL.

L'identification d'un niveau d'aléa consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après pour chaque type d'effet, à partir du niveau d'intensité des effets attendus en ce point et du cumul des probabilités d'occurrence.

Les sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : Très Fort plus (TF+), Très Fort (TF), Fort plus (F+), Fort (F), Moyen plus (M+), Moyen (M), Faible (Fai). Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Elles sont échelonnées d'une classe A pour les événements "courants" à E pour les événements "possibles mais extrêmement peu probables"

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très Grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression)	
	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D	<D
Niveau d'Aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai				

Echelle des niveaux d'aléas

Ainsi, à titre d'illustration, l'attribution d'un niveau d'aléa Très Fort 'plus' (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques signifie que ce point est soumis potentiellement à un effet dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

Des explications plus complètes sur les exclusions de ces phénomènes dangereux de l'élaboration du PPRT sont fournies en annexe 3.

C) Délimitation du périmètre d'étude

Le périmètre d'étude a été défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers (voir le tableau paragraphe I.B.4) et retenus pour l'élaboration du PPRT.

Ce périmètre correspond à la courbe enveloppe du phénomène dangereux n°8 relatif au mélange involontaire de produits incompatibles (acide chlorhydrique/eau de javel) L'exploitant ayant proposé, ultérieurement à la prescription du PPRT, des mesures de réduction du risque à la source, la durée de ce phénomène dangereux a pu alors être réduite, de ce fait les distances d'effets associées sont légèrement inférieures. Ainsi, le périmètre du PPRT est réduit par rapport au périmètre ayant servi à sa prescription.

IV - LES ETUDES TECHNIQUES

A) Mode de qualification de l'alea

La détermination des aléas technologiques retenus pour la maîtrise de l'urbanisation, sur la base de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, résulte de l'analyse de ce document par l'inspection des installations classées de la DREAL.

L'identification d'un niveau d'aléa consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après pour chaque type d'effet, à partir du niveau d'intensité des effets attendus en ce point et du cumul des probabilités d'occurrence.

Les sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : Très Fort plus (TF+), Très Fort (TF), Fort plus (F+), Fort (F), Moyen plus (M+), Moyen (M), Faible (Fai). Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Elles sont échelonnées d'une classe A pour les événements "courants" à E pour les événements "possibles mais extrêmement peu probables"

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très Grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression)	
	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D	<D
Niveau d'Aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai				

Echelle des niveaux d'aléas

Ainsi, à titre d'illustration, l'attribution d'un niveau d'aléa Très Fort 'plus' (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques signifie que ce point est soumis potentiellement à un effet dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

Pour BRENNTAG LORRAINE, le travail réalisé à partir de l'étude de dangers et des divers compléments remis par l'exploitant, ainsi que l'application des circulaires évoquées dans le paragraphe "II.B Les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT", ont permis à l'inspection des installations classées de valider la liste des phénomènes dangereux à prendre en compte pour la réalisation de la cartographie des aléas.

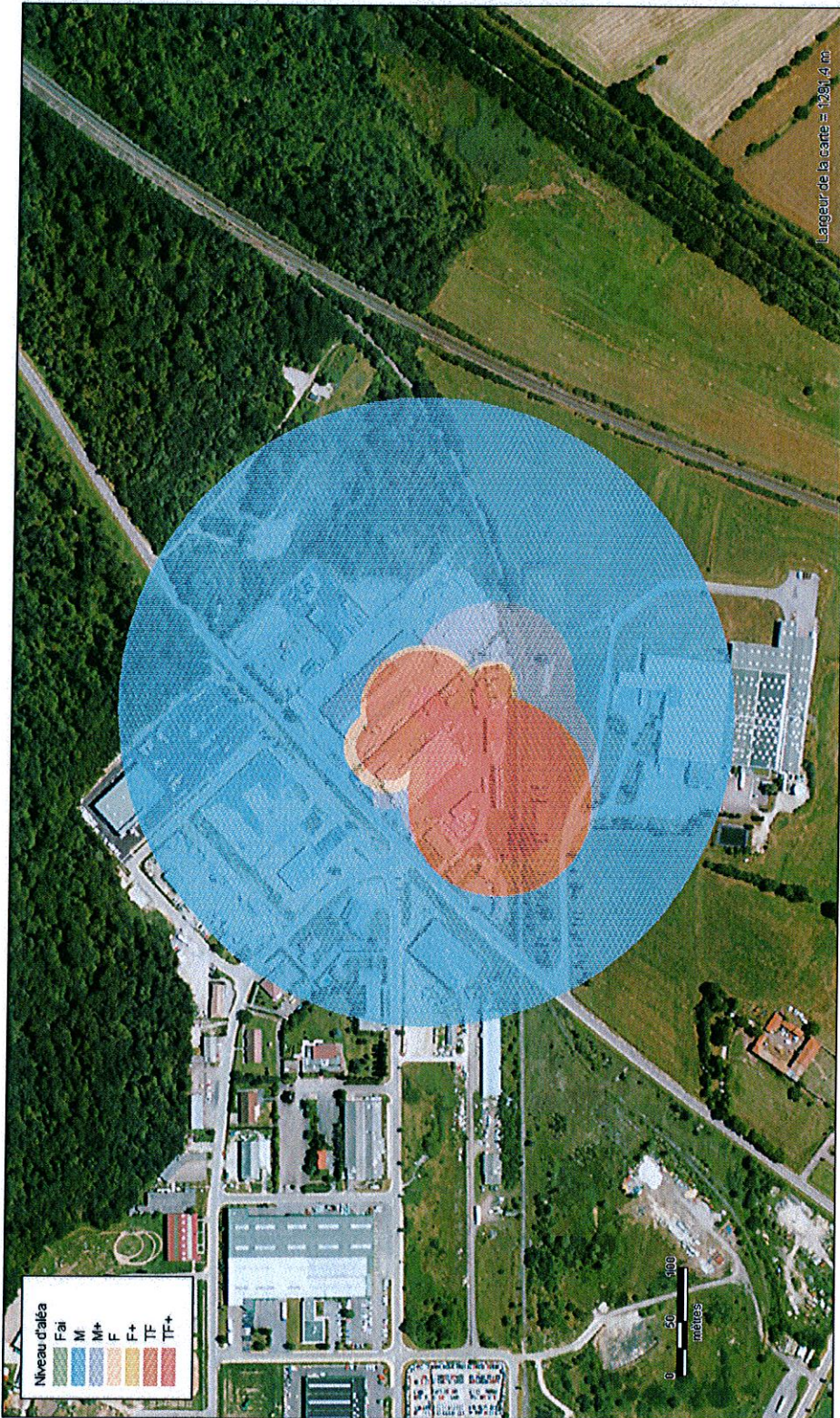
A partir de ces données, la cartographie des aléas, et de leur superposition éventuelle, mise en forme avec le logiciel SIGALEA développé par l'INERIS pour le compte du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer figure ci-après. Cette cartographie fait apparaître le zonage construit par nature d'effet en fonction de l'intensité et de la probabilité des phénomènes dangereux pouvant impacter un point donné.

La cartographie des aléas exposée à la page suivante, représente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition au risque engendrés par un effet de surpression dynamique pouvant être créé par les phénomènes dangereux recensés dans le tableau précédent.

Il est à noter que les intensités et la probabilité affectées à chaque phénomène dangereux sont établies en fonction des connaissances actuelles. Par ailleurs, les incertitudes liées aux modélisations et à l'évaluation de la probabilité font que les limites des différentes zones d'aléas ne peuvent être strictement considérées comme des barrières étanches et ne sauraient avoir de valeur absolue. Il est néanmoins nécessaire d'établir des limites pour réglementer l'urbanisation tout en développant une connaissance et une culture du risque pour les particuliers.



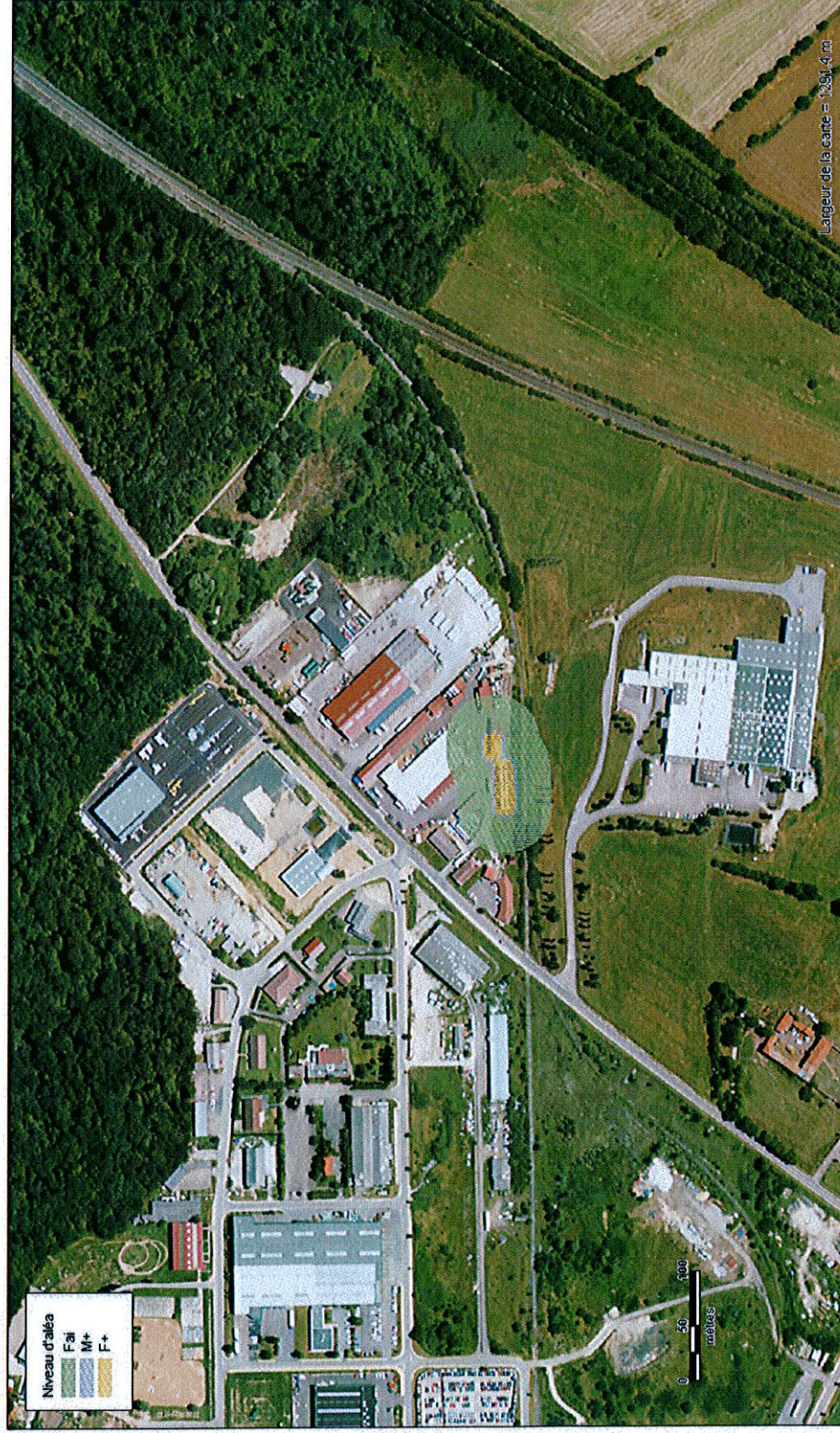
PPRT de Brenntag (Toul) Enveloppes des aléas tous types d'effets confondus



Sources:
Dossier: Brenntag/PPRT Aléas/MML_1443_08_sept10
Rédaction/Édition: AML, EV - 10/09/2010 - MAPINFO V 9 - SIGALEA® V 3.2.014 - ©INERIS 2010



PPRT de Brenntag (Toul)
Carte d'aléa des effets de surpression

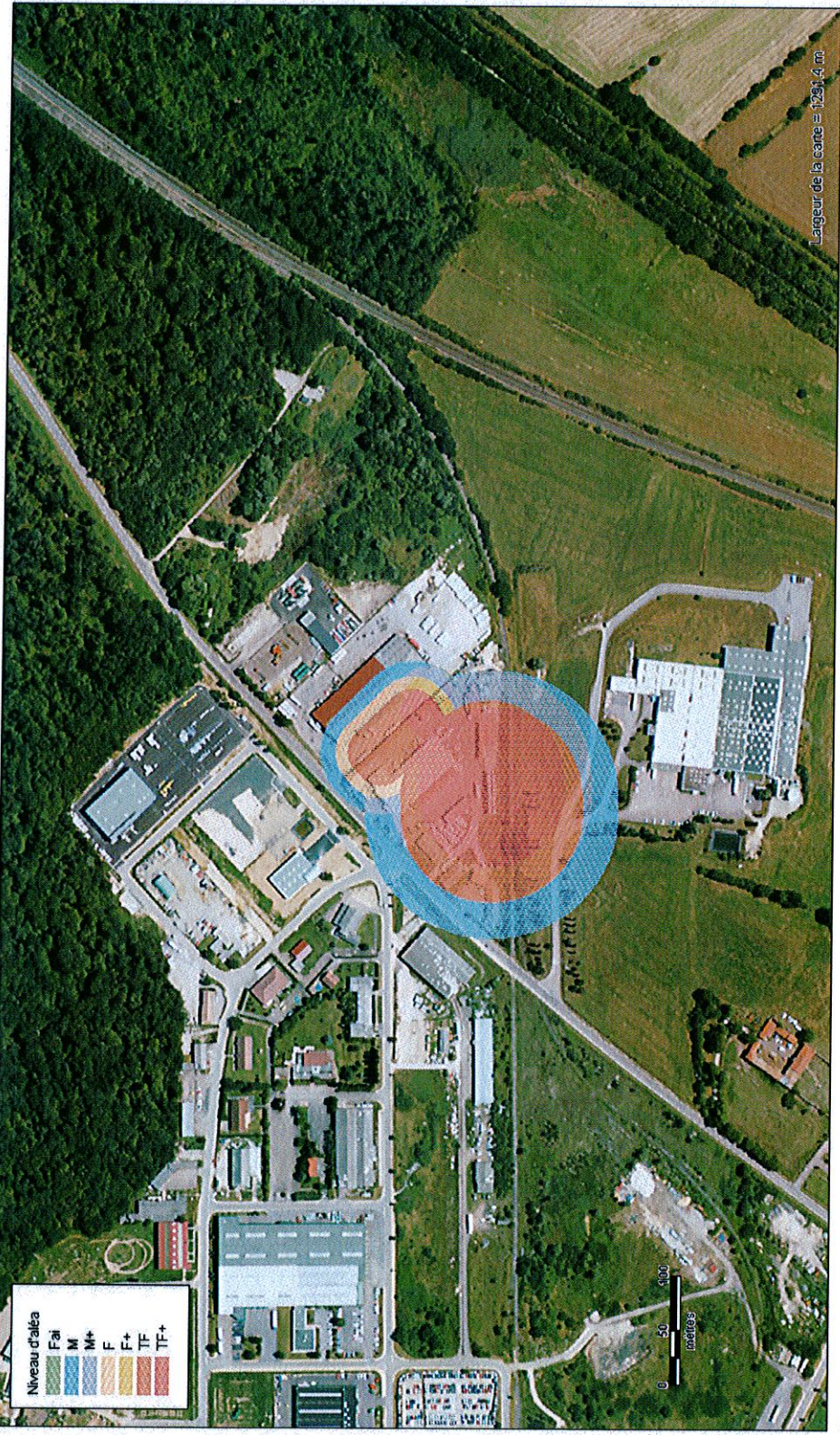


Sources: Brenntag/PPRT Alkalis/AML - 1443_08 - sept10
 Dossier: Brenntag/PPRT Alkalis/AML - 1443_08 - sept10
 Rédaction/Édition: AML, EV - 10/09/2010 - MAPINFO® V8 - SIGALEA® V3.2.014 - ©INERIS 2010

SIGALEA



PPRT de Brenntag (Toul)
Carte d'aléa des effets thermiques



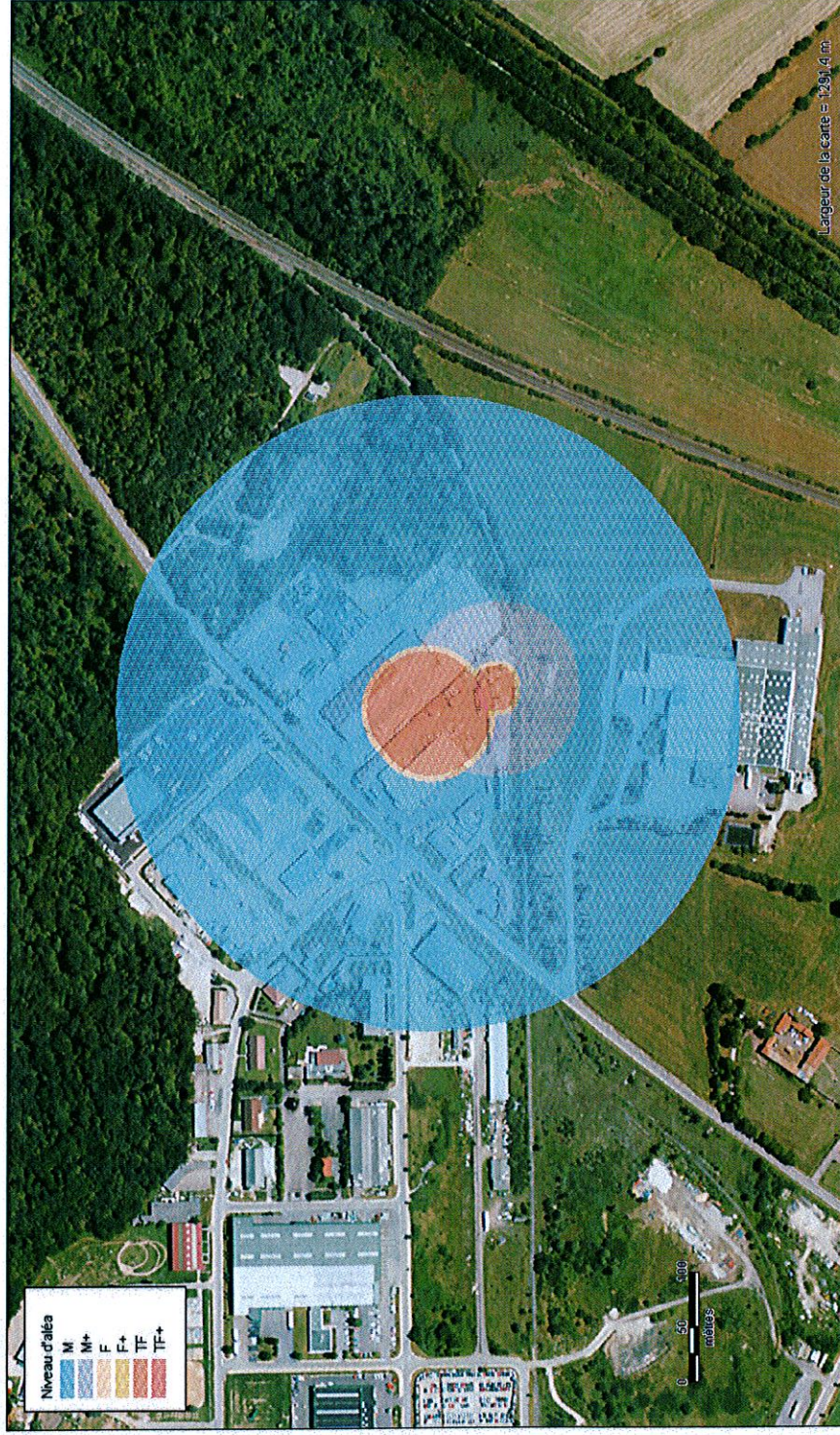
Niveau d'aléa	
Fai	Faible
M	Moyen
M+	Moyen élevé
F	Faible
F+	Faible élevé
TF	Très Faible
TF+	Très Faible élevé

Sources: Brenntag/PPRT Alkas/AML 1443_08_sept10
Dossier: Brenntag/PPRT Alkas/AML 1443_08_sept10
Rédaction/Édition: AML, EV - 10/09/2010 - MAPINFO V9 - SIGALEAD V3.0.14 - ©INERIS 2010





PPRT de Brenntag (Toul) Carte d'aléa des effets toxiques



Sources: Brenntag/PPRT AléasAML_1443_08_sept10
Dossier: Brenntag/PPRT AléasAML_1443_08_sept10
Rédaction/Édition: AML, EV - 10/09/2010 - MAPINFO V 8 - SIGALEA® V 3.2.014 - ©INERIS 2010

SIGALEA

B) Description des enjeux

Les enjeux se définissent comme les personnes, les biens ou différentes composantes de l'environnement susceptibles, du fait de l'exposition au danger, de subir en certaines circonstances des dommages.

L'identification et la qualification des enjeux soumis à l'aléa technologique constituent donc une étape indispensable afin d'assurer une cohérence entre les objectifs de la prévention des risques et les dispositions retenues dans le présent PPRT.

1. Le périmètre et les enjeux

Le périmètre d'étude du PPRT de BRENNTAG Lorraine est situé sur les communes de TOUL et VILLEY-SAINT-ETIENNE. Le PPRT du site BRENNTAG Lorraine a été prescrit par arrêté préfectoral du 18 mars 2009. L'arrêté préfectoral de prescription du PPRT du site BRENNTAG LORRAINE a été modifié par arrêté préfectoral du 1er décembre 2010.

a. Qualification de l'urbanisation dans le périmètre d'étude

- Occupation des sols

Sur la commune de TOUL, le périmètre d'étude du PPRT de BRENNTAG Lorraine se situe sur une zone UY (Zone urbaine réservée aux activités économiques) du PLU de TOUL opposable depuis décembre 2007.

Sur la commune de VILLEY-SAINT-ETIENNE, le périmètre d'étude du PPRT de BRENNTAG Lorraine se situe sur une zone 1Nax (Zone non équipée destinée à l'accueil d'activités économique) du POS de VILLEY-SAINT-ETIENNE révisé en octobre 2001.

Une petite partie du bois communal de VILLEY-SAINT-ETIENNE est également concernée par le périmètre d'étude du PPRT.

- Historique de la zone

La zone de la Croix de Metz où est implantée la société BRENNTAG Lorraine est une ancienne base militaire de l'OTAN qui a été transformée en zone industrielle après 1958.

- Contraintes

Les dispositions du PLU de TOUL n'ont pas pour effet de favoriser la densification autour de la société BRENNTAG et le règlement n'autorise aucune opération à vocation résidentiel dans le périmètre de risque qui a été établi autour de l'établissement.

L'ensemble des dispositions applicables à la zone UY du PLU de TOUL sont annexées à la présente note de présentation.

Afin de permettre une légère extension de la zone de la Croix de Metz sur le territoire de VILLEY-SAINT-ETIENNE, une zone 1Nax a été définie en limite du territoire de la commune de VILLEY-SAINT-ETIENNE et de celle de TOUL, le long de la RD 191.

Cette extension s'inscrit dans la continuité urbaine de la zone existante et sa configuration ne permet la réalisation que d'un seul accès sur la RD 191.

L'ensemble des dispositions applicables à la zone 1Nax du POS de VILLEY-SAINT-ETIENNE sont annexées à la présente note de présentation.

Le bois communal de VILLEY-SAINT-ETIENNE est classé en zone de protection de site, bénéficiant d'une protection supplémentaire au titre de la soumission au régime forestier.

2. Enjeux sur les différentes zones du périmètre d'étude

Les principaux enjeux situés dans le périmètre d'étude sont les suivants :

a. Zone d'habitat :

3 habitations, situées rue de la Marchanderie et rue Maurice Bokanowski, sont recensées dans le périmètre d'étude du PPRT. Elles abritent 14 personnes et sont comprises dans une distance de 160 à 280 mètres au Nord-Ouest du site de BRENNTAG LORRAINE.

Toutes les habitations sont situées en aléa faible (Fai) toxique.

A 300 mètres du site BRENNTAG LORRAINE, hors périmètre d'études du PPRT, est à signaler un cabinet médical GRAFF, sage-femme qui réside également sur place.

b. Lieux de concentration du public :

Aucun lieu de concentration du public, en particulier les établissements recevant du public (ERP) ne sont situés dans le périmètre d'étude du PPRT.

Hors périmètre d'études du PPRT, se trouve le dortoir du centre équestre ayant une capacité d'accueil de 40 personnes. Les locaux de l'ancien restaurant Le Dauphin sont aussi localisés hors périmètre d'études du PPRT.

La commune de TOUL est desservie par la navette n°2 MOVIA ainsi que par la ligne de bus 430 TED (TOUL – JAILLON-MINORVILLE) qui empruntent la rue Maurice Bokanowski et la RD 191 situées dans le périmètre d'étude du PPRT.

La rue Maurice Bokanowski est située en zone d'aléa faible (Fai) toxique et la RD 191 en zone d'aléa moyen (M) thermique et aléa faible (Fai) toxique.

c. Entreprises :

A proximité immédiate de BRENNTAG LORRAINE, les entreprises TEXX et TOB situées au 3060 Route de Villey-Saint-Etienne qui comptabilisent 40 salariés.

Ces entreprises sont situées à l'intérieur du périmètre d'étude dans des zones d'aléas très fort (TF) thermique et fort plus (F+) toxique.

En plus des entreprises TOB et TEXX, au 1^{er} novembre 2010, 14 entreprises sont dénombrées dans le périmètre d'étude du PPRT. Ces 14 entreprises qui emploient 275 salariés sont situées en zone d'aléa faible (Fai) toxique. Parmi ces entreprises se trouvent RSTP (entreprises de travaux publics de 37 salariés), ABEPLAST (entreprise de fabrication d'éléments en béton et d'assainissement de 17 salariés), ACTIS BLG et EUROPE ROUTAGE (imprimerie rotative et de routage de 115 et 25 salariés), TRANSPORT NAGIEL (transporteur de béton de 26 salariés).

d. Principales infrastructures de transports :

- routes

La RD 191 correspondant au tracé de la route de VILLEY-SAINT-ETIENNE sur laquelle est implantée BRENNTAG LORRAINE et longe le site à l'Ouest. La RD 191 comptabilise 2 862 véhicules par jour (source : DDT54, comptage routier 2005).

La RD 191 est située en zone d'aléas moyen (M) thermique et faible (Fai) toxique.

Les entreprises ACTIS BLG et EUROPE ROUTAGE sont desservies par des voies de dessertes privées situées en zone d'aléas très fort (TF), moyen plus (M+) et moyen (M) thermique et en zone d'aléa faible (Fai) toxique.

- voies ferrées

Une voie ferrée de desserte locale longe le site de BRENNTAG LORRAINE au Sud qui n'est plus en fonctionnement mais que la Communauté de Communes du Toulais souhaite réactiver pour de la desserte en marchandises de la zone.

Cette voie ferrée est située en zone d'aléas très fort plus (TF+) thermique, fort (F) toxique et faible (Fai) surpression.

La ligne Paris-Strasbourg est située à l'Est du site BRENNTAG LORRAINE en dehors du périmètre d'étude du PPRT.

3. Estimation globale de la population exposée

Compte tenu des enjeux situés dans le périmètre d'étude, le nombre de personnes potentiellement exposées au risque technologique est de 384 personnes dont les 43 salariés travaillant sur le site à l'origine du risque.

4. Synthèse des enjeux

Au terme de cette étude, 3 principaux enjeux majeurs se dégagent :

- ☞ les bâtiments des entreprises TOB et TEXX,
- ☞ la zone d'activité économiques (zone UY du PLU de TOUL),
- ☞ et les 3 logements recensés dans le périmètre d'étude du PPRT.

Ci-dessous la cartographie des enjeux y compris les zonages du PLU de TOUL de décembre 2007 et le POS de VILLEY-SAINT-ETIENNE d'octobre 2001.



Plan de Prévention des Risques Technologiques
Etablissement BRENTTAG LORRAINE (TOUL)

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction départementale des Territoires

Service aménagement durable, urbanisme, risques
(ADUR)

Unité prévention des risques
(PR)

P.P.R.T.
CARTE DES ENJEUX

Février 2011

Zone industrielle de Croix de Metz

Entreprises à l'origine du risque :
2890 - BRENTTAG LORRAINE

Zone urbaine réservée
aux activités économiques
Zonage PLU Toul

1NAX

Zone non équipée destinée à
l'accueil d'activités économiques
Zonage POS Villey-Saint-Etienne

Entreprises / Projet

Numéro	Désignation
1041	RSTP
1229A	Abeplast
1229E	Sebico
1229Q	COFD Bois
2529	Mauftrey
2780	Atis B.G / Europe Routage
28	Transport Grot Gilles
2890	Brenttag Lorraine
3060	Tex / Transport T.O.B
3220	Gaz Est Distribution
3285	Véolia Propreté Sevia
407	Atelier artisanal
623	Bâtiment inoccupé
633	Cryotech
663	Fordoxcel
670	Transport Nagel
923	SARL Vuillaume
981	Roboté Cover
H1	Signature Laser
H3	Local pour activité commerciale
H6	Cabinet Médical de Martine GRAFF, sage-femme
STEP	Station d'épuration

Etablissement Recevant du Public (E.R.P)

Numéro	Désignation
765D	Dortoir du centre équestre
DAU	Restaurant le Dauphin (fermé)

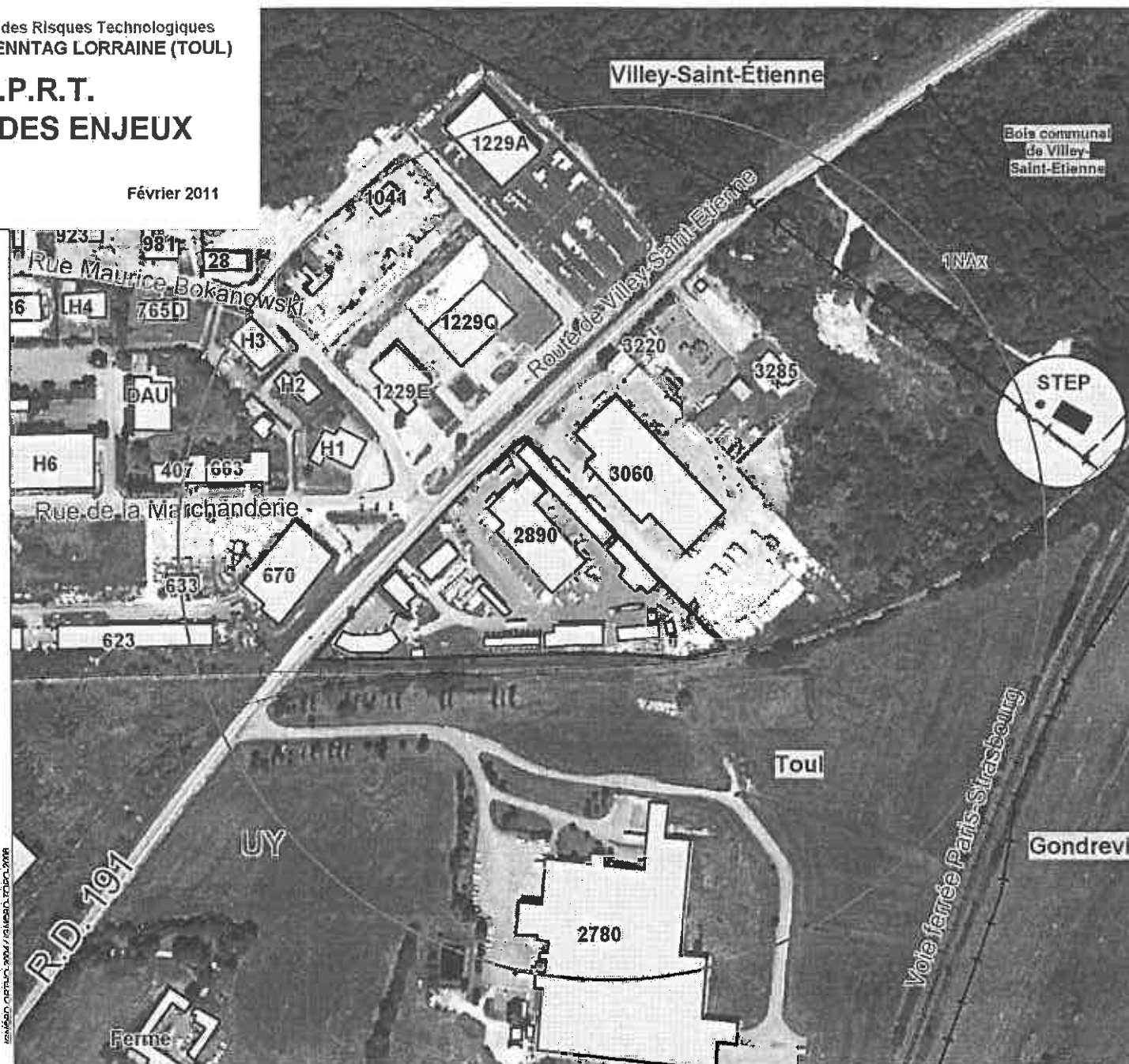
Habitations

Numéro	Désignation
H1	Mr et Mme ASSAAD (propriétaire : SCI Dejstain Immobilier)
H2	Mr Didier FORDOXCEL et Mme Carole RENNESI
H3	Mr et Mme Samia et Massoud MAYOULI

— Ligne SNCF Paris-Strasbourg
— Ligne de desserte
— Route départementale 191

■ Surface en eau ■ Zone bâtie

Echelle : 1 / 2500



C) Superposition des aléas et des enjeux-investigations complémentaires

La superposition des aléas et des enjeux permet d'une part d'obtenir une représentation documentée du risque technologique sur le territoire et d'autre part, constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

Cette superposition permet :

- de définir un plan de zonage brut, résultant de la traduction directe du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation issus du guide méthodologique PPRT;
- d'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments, techniques et de coût, permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit que le PPRT tend à protéger prioritairement les vies humaines et non à garder intact les bâtiments.

Les investigations complémentaires doivent permettre de déterminer si des mesures peuvent réduire la vulnérabilité des personnes au travers d'un renforcement des bâtis.

Les investigations complémentaires ne se font donc que pour les enjeux existants (bâtis et usages). Il s'agit de :

- la réduction de la vulnérabilité ;
- la démarche d'estimation de la valeur des biens immobiliers.

Elles ne sont cependant pas systématiques et sont fonction du contexte local.

L'étude des enjeux autour du site BRENNTAG LORRAINE permet d'indiquer que le bâtiment des Transports TOB situé, 3060 route de Villey Saint Etienne à TOUL, est soumis à des aléas thermiques allant de TF à M et toxiques de F⁺ à M.

Le tableau suivant récapitule les conclusions de l'étude réalisée par le bureau d'étude EFECTIS France pour chaque partie du bâtiment vis-à-vis des effets thermiques et toxiques:

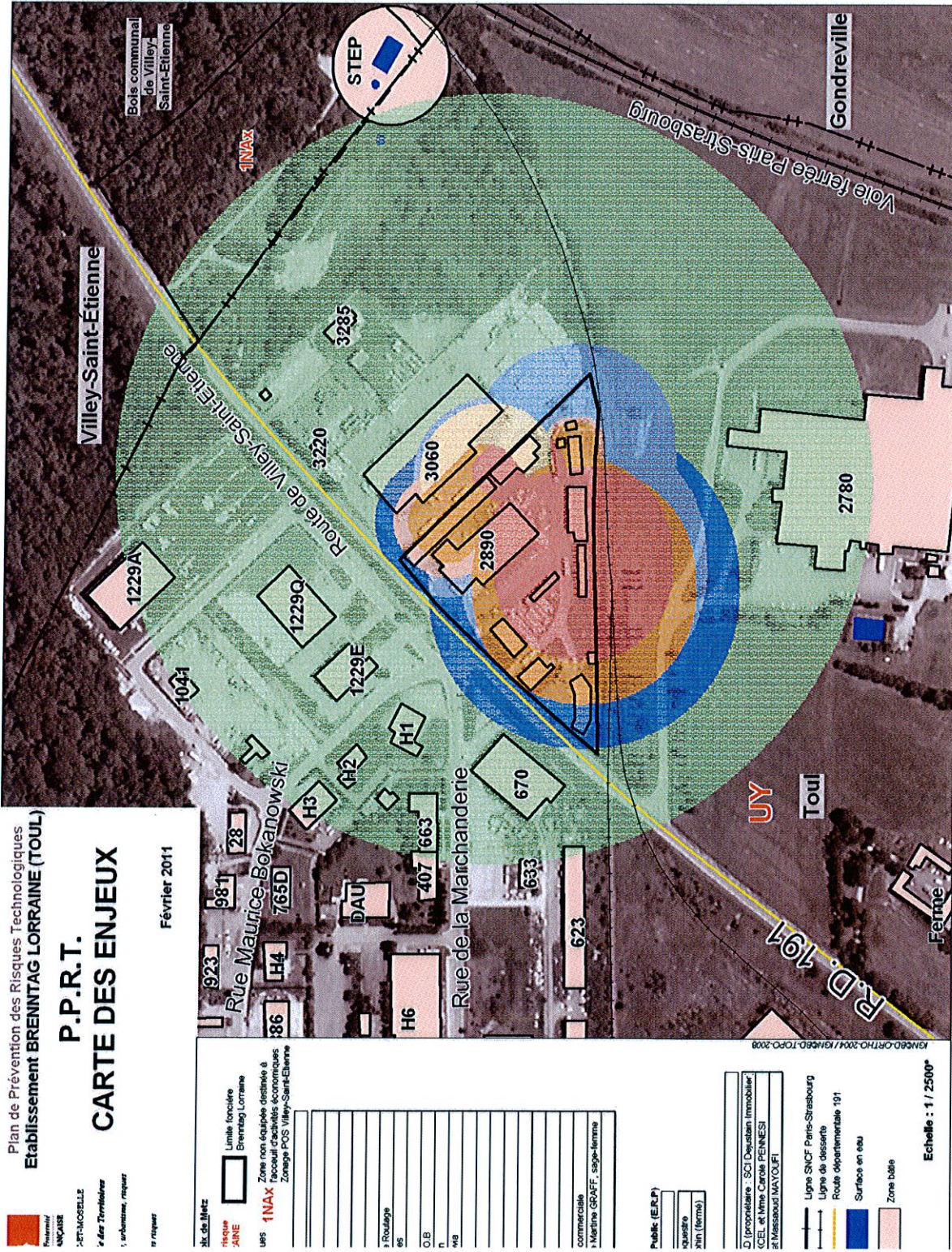
BATIMENT	THERMIQUE	TOXIQUE
Partie occupée par les Transports TOB	Remplacement d'ouvrants ou mise en place d'occultant et protection des éclairages zénithaux	Aménager un local de confinement
Partie occupée par la société TEEX	Remplacement d'ouvrants ou mise en place d'occultant et protection des éclairages zénithaux	Aménager un local de confinement
COUT ESTIMATIF (HT)	Pour l'ensemble du bâtiment de 5600 à 10700 euros selon l'option retenue	TOB : 7700 euros TEEX : 3700 euros

Au regard du tableau précédent, il est à noter que la vulnérabilité du bâtiment peut être améliorée par la réalisation de dispositifs permettant de protéger les occupants de l'aléa thermique et toxique, et ce pour un montant de travaux n'excédant pas 10% de la valeur vénale du bien.

Le règlement du PPRT est rédigé en prescrivant des niveaux de protection des populations à atteindre laissant ainsi au maître d'ouvrage (particulier ou entreprise) le choix des moyens techniques à mettre en œuvre. Cette rédaction laisse une latitude suffisante

pour tenir compte d'éventuelles évolutions ultérieures des techniques et des matériaux de construction.

La carte de cette superposition est présentée ci dessous :



Note : l'échelle annoncée sur cette carte n'est pas respectée. Pour avoir une carte à l'échelle, se référer à la carte du zonage en A3.

V - LES MODES DE PARTICIPATION DU PPRT

A) Procédure d'élaboration

1. Rappel de la procédure d'élaboration

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par le Code de l'Environnement (articles R. 515-39 à R. 515-50) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM).

Conformément à l'article R. 515-40 du Code de l'Environnement, l'élaboration du PPRT autour du site de BRENNANTAG LORRAINE a été prescrite par arrêté préfectoral du 18 mars 2009 modifié sur proposition de l'inspection des installations classées par le rapport n° AML/1443/08 du 28 janvier 2009.

Cet arrêté, joint en annexe 1, détermine :

- le périmètre d'étude du plan,
- la nature des risques pris en compte,
- les services instructeurs,
- la liste des personnes et organismes associés,
- les modalités de concertation.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, Etat, association, public...) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription et décrites au point "IV.C Les modalités de la concertation".

Les personnes et organismes associés sont consultés sur le projet de PPRT ainsi que sur le bilan de la concertation.

Le projet de plan, élaboré en groupe de travail par les personnes et organismes associés sur proposition des services instructeurs et éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés, est ensuite soumis à enquête publique. À l'issue de cette enquête, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral.

Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois à compter de la date de l'arrêté de prescription. Compte tenu de l'étude de mise en place de mesures de maîtrise du risque complémentaires, de la modélisation du scénario résiduel, de l'étude de vulnérabilité du bâti, ce délai a été prorogé jusqu'au 30 septembre 2011 par arrêté du 17 septembre 2010 puis jusqu'au 31 décembre 2011 par arrêté du 6 septembre 2011.

2. Services chargés de l'élaboration du PPRT

En leur qualité de services déconcentrés de l'Etat, au vu de leurs domaines de compétences respectifs et conformément à la circulaire du 27 juillet 2005, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Lorraine et la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle ont été chargées de l'élaboration du PPRT sous l'autorité du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

B) Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

La conduite des PPRT est menée en association avec les différents acteurs de la société civile impactés par le plan afin d'instaurer un climat de confiance nécessaire à l'appropriation des risques et des choix qui fondent le projet de PPRT. Il est ainsi plus aisé d'aboutir à une vision commune de la démarche de prévention.

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 18 mars 2009 modifié prescrivant l'élaboration du PPRT (Annexe 1), les personnes et organismes associés pour la mise en place du PPRT autour du site de BRENNTAG LORRAINE sont les représentants de :

- la société de BRENNTAG LORRAINE exploitant les installations à l'origine du risque,
- les communes de TOUL et VILLEY SAINT ETIENNE (maires ou leurs représentants),
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC), représenté par deux membres du collège "riverains" : M. OUAHRANI - Transports TOB et M. DEWILDE - Paroles d'Entreprises.

Ils ont été associés à l'élaboration du projet de plan au moyen de plusieurs réunions de travail, organisée par les services instructeurs les 21 octobre 2010 et le 5 janvier 2011 en sous-préfecture de TOUL. Ces réunions, ayant fait l'objet de comptes-rendus joints en annexe 2, ont permis à chacun des acteurs d'avoir une information complète au travers des éléments concernant les aléas et les enjeux décrits ci-après, les pratiques et usages locaux. Les personnes et organismes associés ont pu y exprimer leurs souhaits sur le projet de règlement PPRT en gardant à l'esprit le cadre fixé par le guide national méthodologique PPRT.

Les personnes et organismes associés ont été consultés sur le projet de plan de janvier 2011. Les différents avis formulés sont joints dans la partie "Bilan des consultations" du dossier.

C) Les modalités de la concertation

La concertation, permettant au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT, vient compléter l'association afin de développer une culture commune du risque par la mise en place du dialogue local.

Suite à la consultation des conseils municipaux des deux communes concernées par le périmètre d'étude, l'arrêté préfectoral en date du 18 mars 2009 modifié prescrivant l'élaboration du PPRT a défini pour modalités de la concertation :

- La mise à disposition du public des documents d'élaboration du PPRT (arrêté préfectoral de prescription, comptes-rendus des réunions d'association, projet de règlement) en mairie et sur Internet (site de la DREAL Lorraine),
- la mise en place d'un registre dans chacune des mairies de TOUL et de VILLEY SAINT ETIENNE permettant de recueillir les observations des habitants et personnes intéressées sur le projet de plan,
- Le bilan de la concertation, exposé dans le dossier intitulé dans la partie "Bilan des consultations" du présent dossier, a été adressé aux personnes et organismes associés.
- Les résultats de la concertation et de la saisine des personnes et organismes associés sont exposés au paragraphe "VI Bilan des consultations".

VI - PHASE DE STRATEGIE DU PPRT

A) Les orientations du guide méthodologique

Le guide national méthodologique édité par le MEEDDM définit quelques principes généraux sur les thèmes suivants :

- la maîtrise de l'urbanisation,
- la définition de mesures physiques sur le bâti existant vulnérable,
- la détermination des éventuels secteurs d'expropriation et de délaissement,
- la réglementation des usages

Le guide précise par ailleurs (point 4.2 page 90) que les dispositions prévues par le PPRT sont de trois natures :

- ne pas aggraver le risque existant ;
- le diminuer ;
- le supprimer.

Les principes plus précis du guide PPRT développés ci-dessous sont à conjuguer avec le contexte local : chaque PPRT donne lieu à la définition d'une stratégie permettant de définir les orientations propres à assurer la sécurité des personnes et de tenir compte des enjeux présents ou futurs recensés sur le périmètre d'étude.

BRENNTAG LORRAINE génère des aléas de surpression, thermiques et toxiques. Le guide méthodologique d'élaboration des PPRT définit pour les différents niveaux d'aléas générés (F+, M+, Fai) les contraintes suivantes :

1. Maîtrise de l'urbanisation

Un principe d'interdiction de construire prévaut dans les zones d'aléa de TF à F : principe d'interdiction stricte dans les zones TF, principe d'interdiction de construction avec quelques aménagements en fonction du contexte local dans les zones F.

Pour les zones d'aléas de M à M+, des possibilités de constructions moyennant des mesures de renforcement sont possibles (par ex. le renforcement des bâtiments)

En zone d'aléas FAI de surpression, le même principe prévaut avec des prescriptions allégées.

2. Mesures physiques sur le bâti existant

Pour les zones d'aléas TF+ et M, des mesures de renforcement du bâti sont obligatoires sauf pour les habitations soumises à des aléas M+, M et Fai de type toxique où de simples recommandations suffisent.

3. Détermination des éventuels secteurs d'expropriation et de délaissement

Les procédures d'expropriation sont obligatoires pour le bâti résidentiel et modulables pour les bâtiments d'activité en zone TF+ et dépend du contexte local en zone TF (décision des personnes et organismes associés).

Le droit de délaissement est régi par l'article L30-1 du Code de l'urbanisme. Il peut être instauré par la commune ou un EPCI compétent en matière d'urbanisme dans le ou les secteurs délimités par le PPRT. Il consiste à permettre à un propriétaire d'un terrain bâti ou non de mettre en demeure la mairie où se situe le bien de procéder à l'acquisition de ce dernier. L'acquisition est alors obligatoire. Cette procédure est envisageable à la condition de l'existence d'un danger grave ou très grave pour la vie humaine.

Parmi les niveaux d'aléas générés par le site de BRENNTAG LORRAINE, Il n'y a aucune construction résidentielle dans les zones d'aléa TF+ à F.

Ainsi, aucune expropriation ni délaissement n'est à prévoir dans le cadre de ce PPRT pour ce type de bâtiment.

4. Usage

Des restrictions d'usage peuvent être définies par le PPRT. Ces restrictions peuvent concerner les infrastructures, le transport de matières dangereuses, les transports collectifs, les équipements accueillant du public mais ne peuvent concerner des terrains nus. Sur ces derniers, seul le pouvoir de police du maire s'applique.

B) Orientations proposées – les choix stratégiques

Les caractéristiques du contexte local sont :

- les bâtiments industriels des entreprises TOB et TEXX se situent dans les zones d'aléas très fort (TF) thermique et fort plus (F+) toxique,
- toutes les autres constructions (maisons d'habitation et bâtiments industriels) sont situées en aléa faible (Fai) toxique,
- les principales infrastructures sont situées :
 - ☞ en aléa faible (Fai) toxique : RD 191, voie ferrée de desserte locale, voies de desserte privées d'Actis BLG et Europe Routage
 - ☞ en aléa moyen plus (M+) toxique : voie ferrée de desserte locale
 - ☞ en aléa moyen (M) thermique : RD 191, voie ferrée de desserte locale, voies de desserte privée d'Actis Blg et Europe Routage
 - ☞ en aléa moyen (M+) thermique : voie ferrée de desserte locale, voies de desserte privées d'Actis Blg et Europe Routage
 - ☞ en aléa très fort (TF) thermique : voie ferrée de desserte locale, voies de desserte privée d'Actis Blg et Europe Routage
 - ☞ en aléa très fort plus (TF+) thermique : voie ferrée de desserte locale
- les transports publics qui desservent la commune de TOUL :
 - ☞ la navette n°2 MOVIA
 - ☞ la ligne de bus 430 TED (TOUL – JAILLON-MINORVILLE)
- qui empruntent la rue Maurice Bokanowski située en zone d'aléa faible (Fai) toxique la RD 191 située en zones d'aléa faible (Fai) toxique et moyen (M).hermique
- les contraintes liées au risque technologique sont déjà prises en compte dans le PLU de la commune de TOUL au niveau des dispositions applicables à la zone UY.

1. La stratégie du PPRT

Dès la première réunion d'association du 21 octobre 2010, les éléments de stratégie du PPRT mis en évidence ont été :

- le bâtiment appartenant à la société TOB et abritant également la société TEXX est concerné par des aléas de niveau TF à F, zone dans laquelle certains enjeux sont susceptibles d'être inscrits soit en secteur d'expropriation ou de délaissement possible ou de mettre en place des mesures techniques de réduction de la vulnérabilité. Aussi afin de disposer de tous les éléments de décisions, une étude de vulnérabilité, ainsi qu'une estimation foncière de la valeur vénale de ce bâtiment ont été réalisées entre la première et la seconde réunion d'association.

Lors de la deuxième réunion d'association du 5 janvier 2011 la stratégie des POA a été basée les points suivants :

- Compte tenu du niveau d'aléa pour la surpression (Fai),
- Compte tenu de la nature des effets thermiques liés au rayonnement,
- Compte tenu du niveau d'aléa pour les effets toxiques (M+, M) et compte tenu des mesures de maîtrise des risques proposées par l'exploitant,

Les POA ont décidé de ne pas inscrire le bâtiment abritant les sociétés TOX et TEXX en secteur de mesures foncières au profit de la prescription de travaux de renforcement du bâti.

De ce fait, et compte tenu des niveaux d'aléa, le projet de PPRT comportera trois zones :

- la zone « R » correspondant aux zones d'aléas TF+, TF, F+, F, M+, M et Fai non constructible

Cette zone d'une superficie limitée correspond aux zones d'aléas TF+, TF, F+, F auxquelles ont été ajoutées les zones d'aléas M+, M et Fai concernant le bâtiment appartenant à la société TOB et hébergeant également la société TEXX. Dans cette zone est située une partie de la voie ferrée de desserte locale.

Le principe retenu est **l'interdiction stricte** à l'exception principalement des travaux nécessaires à BRENNTAG LORRAINE et de ceux permettant de réduire la vulnérabilité du bâtiment appartenant à la société TOB.

Dans la zone « R » est également prescrit l'installation d'une signalisation routière, dans un délai d'un an à partir de la date d'approbation du PPRT, interdisant le stationnement des usagers le long des voies de circulation située dans la zone.

- La zone « r » correspondant à la zone d'aléas M+ et M inconstructible

Cette zone (d'une superficie très limitée) correspond à une zone non urbanisée sur laquelle sont situées la RD 191, la voie ferrée de desserte locale et des voies de desserte privées des bâtiments industriels Actis BLG – Europe Routage.

Le principe retenu y est **l'interdiction** à l'exception des travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique et à l'exception des équipements d'infrastructures, sous réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors périmètre.

Dans la zone « r » est également prescrit l'installation d'une signalisation routière, dans un délai d'un an à partir de la date d'approbation du PPRT, interdisant le stationnement des usagers le long des voies de circulation située dans la zone.

- La zone « b » correspondant à la zone d'aléas Fai constructible

Cette zone ayant la superficie la plus importante est celle où sont situées la majorité des constructions (maisons d'habitation et bâtiments industriels) du périmètre du PPRT.

Le principe retenu y est **l'autorisation** à l'exception de la création de bâtiment à usage d'habitation, d'établissement recevant du public ou des établissements ou activités ayant vocation à accueillir des populations fragiles (hôpitaux, maisons de retraite, établissement scolaire, crèche, prison, immeuble de grande hauteur...) ou en exposant des activités liées à la mise en œuvre des secours et à la gestion de crise (centres opérationnels). Les travaux et constructions sur les bâtiments existants sont autorisés à l'exception des changements de destination créant des logements ou des établissements recevant du public.

Les nouveaux bâtiments accueillant des populations devront prévoir un local de confinement de taille adaptée au nombre de personnes à protéger, dont la localisation dans le bâtiment sera choisie pour en optimiser l'efficacité et permettant d'atteindre l'objectif de performance suivant :

- le taux de renouvellement d'air du local de confinement devra être suffisamment faible pour maintenir une concentration en produit toxique dans le local inférieure au seuil des effets irréversibles défini pour une durée d'exposition de 2 heures.

Pour renforcer la protection des populations à l'intérieur de la zone « b », il est recommandé, sans valeur de prescription réglementaire, aux propriétaires des bâtiments existants de se protéger face à un aléa toxique en identifiant un local de confinement de taille adaptée au nombre de personne à protéger.

La limitation de l'urbanisme figurant dans le projet de PPRT (interdiction stricte dans la zone « R », interdiction dans la zone « r » et autorisation dans la zone « b » et les recommandations tendant à renforcer la protection des populations à l'intérieur de la zone « b » ne rencontrent pas d'objection des personnes associées.

Ainsi le projet de PPRT (présenté au chapitre VIII) basé sur ces orientations ne bouleverse pas les contraintes actuelles de l'urbanisme sur ce secteur de TOUL et VILLEY-SAINT-ETIENNE.

VII - BILAN DES CONSULTATIONS

A) Bilan de la concertation

A l'issue des différentes réunions des personnes et organismes associés qui ont conduit à la rédaction d'un premier règlement du PPRT, une phase de concertation a été menée. La concertation comporte des temps d'écoute, de dialogue et d'échanges directs avec toute personne intéressée par l'élaboration du PPRT. Conformément aux modalités de concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2009 modifié, les documents élaborés au cours des réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à disposition des riverains dans les mairies de TOUL et de VILLEY SAINT ETIENNE accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leur remarques du 18 juin au 18 juillet 2011.

Ces dispositifs venaient en complément de la mise à disposition sur le site internet de la DREAL LORRAINE des comptes rendus des différentes réunions de la phase d'association. L'ensemble des documents consultables en mairies sont également disponibles sur ce même site internet.

Aucune remarque n'a été inscrite sur les registres mis à disposition dans les mairies au cours de la phase de concertation. Il n'y a donc pas eu lieu de modifier le projet de PPRT à l'issue de cette phase.

B) Avis des personnes et organismes associés

Conformément à l'article R.515-43 du Code de l'Environnement, les personnes et organismes associés (POA) ont été consultés sur le projet de plan par courrier du 9 août 2011.

A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de leur saisine, leur avis ont été réputés favorables.

Personne/Organisme Associé	Avis
Mairie de TOUL	Réputé favorable
Mairie de VILLEY ST ETIENNE	Réputé favorable
BRENNTAG LORRAINE	Réputé favorable
Communauté de Communes du Toulais	Réputé favorable
Communauté de Communes de LA HAZELLE	Réputé favorable
Direction Départementale des Territoires	Favorable par courrier du 12 septembre 2011
Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement	Réputé favorable
Paroles d'Entreprises	Réputé favorable
Transports TOB – M. OUAHRANI	Réputé favorable

Lors de sa réunion du 10 octobre 2011, le CLIC a été appelé à se prononcer sur le projet de PPRT. Les membres du CLIC ont émis un avis favorable à l'unanimité sans remarque de fond.

C) Enquête publique

Conformément à l'article R. 515-44 du Code de l'Environnement, le projet de PPRT comprenant les pièces citées à l'article R. 515-41 (présente note et ses annexes, plan de zonage réglementaire, règlement et recommandations) a été soumis dans son état d'avancement à l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral en date du 28 septembre 2011. Le bilan de la concertation et l'avis des personnes et organismes associés ont été intégrés au dossier mis à l'enquête.

L'enquête publique s'est déroulée du 17 octobre au 17 novembre 2011 inclus. Le périmètre d'étude du PPRT prescrit par l'arrêté préfectoral n°2009-002 du 18 mars 2009 modifié impacte les communes de TOUL et VILLEY-SAINT-ETIENNE. Par conséquent l'enquête s'est déroulée dans ces deux communes.

➤ Déroulement de l'enquête publique – Observations recueillies

Au cours des quatre permanences tenues par le commissaire-enquêteur, deux personnes se sont présentées. Aucune n'avait de question particulière vis-à-vis de l'enquête publique mais leurs interrogations étaient plutôt en relation avec les futurs projets d'implantation dans le Toulais de la société BRENNTAG LORRAINE. Ces deux personnes ont cependant pris connaissance du dossier et notamment des servitudes imposées aux riverains et de leurs modalités d'indemnisation.

En résumé, le commissaire-enquêteur a enregistré :

- 1 visite (2 personnes) ;
- Aucune observation inscrite sur les deux registres d'enquête publique de Toul et Villey-Saint-Etienne ;
- Aucun courrier.

➤ Avis et conclusions du commissaire-enquêteur

Après étude du dossier mis à l'enquête et des documents de référence pour le PPRT, après prise en compte des demandes formulées au cours de l'enquête (mais sans rapport notable avec les éléments du dossier puisqu'en relation avec les futurs projets d'implantation de la société BRENNTAG LORRAINE) et la visite des lieux, le commissaire- enquêteur a

émis un avis favorable au projet de PPRT autour du site de la société BRENNTAG LORRAINE.

Le commissaire-enquêteur a précisé par ailleurs que « *les mesures prescrites par le projet de règlement en vue de la protection des personnes lui paraissaient justifiées* » et « *qu'il s'agit notamment de sujétions particulièrement lourdes, notamment en zone R, à la charge des riverains qui ne peuvent escompter qu'un hypothétique défraiement partiel, le cas échéant, par le biais d'exonération fiscale* ».

➤ **Prise en compte des résultats de l'enquête publique dans le PPRT**

En l'absence d'observations, et vu l'avis du commissaire enquêteur, le projet de PPRT n'a pas été modifié suite à l'enquête publique.

VIII - ELABORATION DU PPRT DE BRENNTAG LORRAINE

A) Plan de zonage




Les zones sont définies en fonction des mesures à prendre pour limiter les conséquences des effets en cas d'accident majeur. Elles donnent lieu à des prescriptions d'urbanisme, de nature constructive et de gestion de l'espace.

A l'intérieur du périmètre d'étude on distingue trois zones réglementaires auxquelles s'ajoute la zone grise.

1. La zone « R » correspondant aux zones d'aléas TF+, TF, F+, F, M+, M et Fai non constructible

Cette zone d'une superficie limitée correspond aux zones d'aléas TF+, TF, F+, F auxquelles ont été ajoutées les zones d'aléas M+, M et Fai concernant le bâtiment appartenant à la société TOB et hébergeant également la société TEXX. Dans cette zone est située une partie de la voie ferrée de desserte locale.



Le principe retenu y est l'**interdiction stricte** à l'exception des travaux suivants :

-  les travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent document ;
-  les travaux, constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque sous réserve de ne pas augmenter le risque.
-  les travaux d'entretien, de réparation et de gestion courante ainsi que les aménagements des bâtiments, constructions, infrastructures et installations existants à la date d'approbation du présent document sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation du risque, objet du présent règlement.

2. La zone « r » correspondant à la zone d'aléas M+ et M inconstructible

Cette zone (d'une superficie très limitée) correspond à une zone non urbanisée sur laquelle sont situées la RD 191, la voie ferrée de desserte locale et des voies de desserte privées des bâtiments industriels Actis BLG – Europe Routage.




Le principe retenu y est l'**interdiction** à l'exception des travaux suivants :

-  les travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent document ;
-  les équipements d'infrastructures et les constructions et installations nécessaires à leur réalisation et à leur exploitation, sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors du périmètre.

3. La zone « b » correspondant à la zone d'aléas Fai constructible

Cette zone ayant la superficie la plus importante est celle où sont situées la majorité des constructions (maisons d'habitation et bâtiments industriels) du périmètre du PPRT.

Le principe retenu y est l'**autorisation** à l'exception de :

-  la création de bâtiment à usage d'habitation pour ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens ;
-  la construction ou l'aménagement d'établissement recevant du public,
-  la construction ou l'aménagement d'établissement ou d'activités ayant vocation à accueillir à titre temporaire ou permanent des personnes dont l'évacuation soulèverait des difficultés particulières (ex : hôpitaux, maisons de retraite, établissement scolaire, crèche, prison, immeuble de grande hauteur...);

- ☞ la construction ou l'aménagement de centres opérationnels concourant à l'organisation des secours et à la gestion de crise ;
- ☞ l'aménagement de terrains de camping ou de caravanning ou la création de stationnement permanent de caravanes,
- ☞ les changements de destination créant des logements ou des établissements recevant du public.

4. La zone grisée

La zone grisée, correspondant à l'emprise foncière des installations de l'entreprise BRENTAG LORRAINE situées dans les zones d'aléa, est une zone d'interdiction de tout bâtiment ou activité ou usage non liés aux installations à l'origine du risque. Cette interdiction est destinée à enclencher une révision du PPRT si l'exploitant venait à se séparer de tout ou partie de son terrain.

B) Règlement

En application de l'article L 515-16 du code de l'Environnement le PPRT, en fonction du type de risque, de sa gravité, de sa probabilité et de sa cinétique peut :

- réglementer la réalisation d'aménagements, d'ouvrages, de constructions nouvelles ou d'extensions de constructions existantes en les interdisant ou en les subordonnant au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

Le règlement prévoit ces dispositions aux articles :

ARTICLE II.1 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE « R »

ARTICLE II.2 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE « r »

ARTICLE II.3 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE « b »

- prescrire des mesures de protection des populations relatives notamment à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, installations ou voies de communication existant à la date d'approbation du PPRT qui doivent être prises par les propriétaires.
- prévoir des prescriptions d'usage notamment l'installation d'une signalisation routière, dans un délai d'1 an à partir de la date d'approbation du présent PPRT, interdisant le stationnement des usagers le long des voies de circulation situées en zones "R" et "r".
- prévoir des mesures foncières et notamment droit de délaissement, expropriation en cas de danger très grave pour la vie humaine.

Le règlement ne prévoit pas de mesure de ce type compte tenu que des mesures de réduction de la vulnérabilité sont rendues obligatoires, dans un délai de 3 ans, en zone « R » pour les propriétaires de bâtiment se trouvant dans cette zone.

- définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations.

Le règlement prévoit des recommandations tendant à renforcer la protection des populations concernant les bâtiments à usage d'habitation ou d'activités à l'intérieur de la zone « b » afin de se protéger face à un aléa toxique en identifiant un local de confinement adapté.

Pour chacune des trois zones du PPRT le règlement définit pour les projets nouveaux et les biens existants les travaux interdits et ceux autorisés. Les prescriptions imposées dans le règlement fixent un objectif visant à assurer la sécurité des personnes soumises à un certain niveau d'aléas.

Les tableaux joints ci-dessous récapitulent les dispositions applicables pour chacune des zones en fonction de l'aléa.

Zone et aléas	R TF+, TF, F+, F, M+, M et Fai non constructible
CHAMP D'APPLICATION Le principe retenu y est l' interdiction stricte à l'exception des autorisations sous conditions.	
PROJETS NOUVEAUX	
La réalisation d'ouvrages et d'aménagements (création de pistes cyclables, campings, aires d'accueil des gens du voyage, parc public notamment) à caractère vulnérable.	INTERDIT
Le stationnement de caravanes sur des terrains aménagés.	INTERDIT
Les travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent document.	AUTORISÉ
Les travaux, constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque sous réserve de ne pas augmenter le risque.	AUTORISÉ
BIENS EXISTANTS	
Les travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent document.	AUTORISÉ
Les travaux d'entretien, de réparation et de gestion courante ainsi que les aménagements des bâtiments, constructions, infrastructures et installations existants à la date d'approbation du présent document sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation du risque, objet du présent règlement.	AUTORISÉ

Zone et aléas	r M+, M non constructible
CHAMP D'APPLICATION Le principe retenu y est l' interdiction à l'exception des autorisations sous conditions.	
PROJETS NOUVEAUX	
Le stationnement de caravanes sur des terrains aménagés.	INTERDIT
Les travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique, objet du présent document.	AUTORISÉ
Les équipements d'infrastructures et les constructions et installations nécessaires à leur réalisation et à leur exploitation, sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors du périmètre.	AUTORISÉ
BIENS EXISTANTS	
Les équipements d'infrastructures et les constructions et installations nécessaires à leur réalisation et à leur exploitation, sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors du périmètre.	AUTORISÉ

Zone et aléas	b Fai constructible
CHAMP D'APPLICATION Le principe retenu y est l' autorisation à l'exception des interdictions citées ci-dessous.	
PROJETS NOUVEAUX	
La création de bâtiment à usage d'habitation pour ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens.	INTERDIT
La construction ou l'aménagement d'établissement recevant du public.	INTERDIT
La construction ou l'aménagement d'établissement ou d'activités ayant vocation à accueillir à titre temporaire ou permanent des personnes dont l'évacuation soulèverait des difficultés particulières (ex : hôpitaux, maisons de retraite, établissement scolaire, crèche, prison, immeuble de grande hauteur...).	INTERDIT
La construction ou l'aménagement de centres opérationnels concourant à l'organisation des secours et à la gestion de crise.	INTERDIT
L'aménagement de terrains de camping ou de caravanning ou la création de stationnement permanent de caravanes.	INTERDIT
BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS	
Les changements de destination créant des logements ou des établissements recevant du public.	INTERDIT

ANNEXES :

Annexe 1 : arrêté préfectoral portant prescription du PPRT	42
Annexe 2 : comptes-rendus des réunions des POA	55
Annexe 3 : justification de l'exclusion de certains phénomènes dangereux	63
Annexe 4 : arrêté préfectoral instaurant le CLIC	66
Annexe 5 : synthèse des prescriptions du règlement du PLU de TOUL et du règlement du POS de VILLEY ST ETIENNE opposables actuellement	71
Annexe 6 : affiche synthétique sur l'élaboration des PPRT	93